



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°4 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « Transdev Mobilités Montpellier Métropole », pour la période 2019-2024. Cet avenant n°1 était sans impact financier.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et d'investissements du délégant. Cet avenant n°2 avait un impact financier de +13,36 M€ sur l'ensemble du contrat (2018-2024), soit une augmentation de +2,1 % par rapport au contrat initial.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à intégrer la 1^{ère} phase de la gratuité pour les habitants de la Métropole (gratuité le week-end) et à prendre en compte les impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Cet avenant n°3 avait un impact financier d'une compensation tarifaire de 1 M€ TTC en 2020 concernant les mesures tarifaires au bénéfice des résidents métropolitains, une indemnité d'imprévision exceptionnelle de 7,48 M€ au titre de la crise sanitaire et une modification des services de transport à hauteur de +3,48 M€ sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) en 2021.

Dans la continuité de la 1^{ère} phase de la gratuité des transports, la Métropole poursuit le déploiement de la phase 2 avec la mise en place de la gratuité à partir de septembre 2021 pour les moins de 18 ans et plus de 65 ans. Aussi, en application des articles 64, 65 et 79.1 du contrat de DSP, dans l'hypothèse d'une évolution des tarifs décidée par le Délégant, la SFE peut être révisée par accord des Parties. Les titres de transport, à tarifs réduits ou gratuits, donnent lieu à des compensations tarifaires versées par le Délégant.

Dans le même temps, la crise sanitaire liée à la Covid-19 se poursuit en 2021 et impacte, à l'image de l'ensemble des réseaux urbains, la fréquentation du réseau, et par là même les recettes du délégataire, mais aussi des surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux. Dans ce cadre, des adaptations sur les modalités versement de certains éléments sont effectués afin d'accompagner au mieux la trésorerie l'exploitant TaM mise à mal par les conséquences de la crise sanitaire.

Enfin, dans une démarche d'optimisation du réseau de transport en commun, des ajustements d'offre seront mis en œuvre à partir de septembre 2021. Ces modifications concernent les lignes urbaines (bus et tramway).

Aussi, conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°4 au contrat de DSP, qui prend en compte les effets des diverses décisions et modifications suivantes :

- Décision de la Métropole de mise en œuvre de la gratuité phase 2 au bénéfice des résidents métropolitains de + 65 ans ou – de 18 ans (à partir du 1^{er} septembre 2021) ;
- Adaptations de l'offre du réseau urbain ;
- Modifications des investissements réalisés par le Délégant ;
- Modification du programme GER (Gros Entretien Renouvellement) ;
- Modification du CICE ;
- Mise à jour de l'indexation ;
- Décision de la Métropole de modifier certains tarifs.

L'impact financier de l'avenant 4 se décompose en :

- Une compensation tarifaire estimée d'1 M€ TTC en 2021 concernant les mesures tarifaires au bénéfice des résidents de la Métropole ;
- Un ajustement du montant final de la SFE tel que prévu par les articles 70.1 et 71.1 concernant l'optimisation de l'offre urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant n°4 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil de Métropole, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère métropolitaine, a déposé en amont de la séance, deux amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet globalement au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN.

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

Pour : 3 voix

Contre : 81 voix

Abstentions : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-162055-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4 DSP
- Annexe 12 GER
- annexe 15 Investissements 3M
- Annexe 29 Cahier financier
- Annexe 29 bis.pdf
- Annexe 29 Ter.pdf
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 4_v1.pdf
- Annexe 31 Compensations tarifaires
- Annexe 32 Indexation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.